

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

Bulletin mensuel du groupe de travail Chine - Ligue française des droits de l'homme

N°43 - janvier 2010

SOMMAIRE

Contrôles et attaques des sites de l'internet. page 2

Démocratie. Liberté religieuse. page 3

Les avocats. L'Appareil judiciaire. pages 3- 4

Conflits du travail. Condition ouvrière. page 4

Mouvements de masse. Conflits fonciers. pages 4-5

Minorités ethniques. pages 5&6

Xinjiang

Question Tibétaine

Hongkong. Macao page 6

Informations diverses. page 7

Errata. page 7

Appel pour décision de non-lieu en faveur de Liu Xiaobo page 8

Bibliographie.. page 9

Sources d'information. page 9

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan)

Nous contacter :

communication@ldh-france.org en mentionnant en objet «Groupe Chine».

Guerre sur internet et les tensions avec les États-Unis.

L'affrontement a commencé le 12 janvier lorsque Google a décidé de ne plus censurer la version chinoise de son moteur de recherche et affirmé qu'il s'interrogeait sur la continuation de sa présence en Chine en raison des attaques dont il avait été l'objet en décembre. Le 19 janvier, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères affirmait : « L'internet chinois est ouvert et il est géré dans le respect de la loi. La loi interdit toute attaque cybernétique sous quelque forme que ce soit ». Le 22 janvier, le ministère demande aux États-unis de cesser ses accusations déraisonnables au nom de la prétendue liberté de l'Internet. D'ailleurs « la constitution chinoise protège la liberté de parole ». La veille, Hillary Clinton avait demandé à tous les gouvernements autoritaires de lever les restrictions qu'ils imposent dans l'usage de l'Internet par les citoyens. De tels propos portent atteinte aux bonnes relations des deux pays, affirme le ministère. Il existe bien un contrôle, mais tous les pays font de même. La Chine doit tenir compte de sa situation propre et de ses traditions culturelles. Outre la pornographie et l'appel au terrorisme et à la violence, elle doit interdire toute « incitation à la subversion du pouvoir d'État » (24 janvier, déclaration du porte-parole du bureau de l'information du gouvernement).

Le départ de Google, quatre ans après son entrée en Chine, est-il sans importance ? Certainement pas. Les gens qui le consultent sont certes moins nombreux que les utilisateurs du concurrent Baidu mais ils n'ont pas le même niveau d'éducation : une étude de 2009 montre qu'ils étaient quatre fois plus nombreux à disposer d'un diplôme d'enseignement supérieur ; leur revenu aussi est plus élevé. La cessation des activités mettrait au chômage sept cents employés ; surtout, elle isolerait la Chine du reste du monde.

Google est la première entreprise qui ose dire non au pouvoir chinois. Elle a accepté pendant quatre ans de transiger avec les exigences de la censure administrative au nom de la diffusion de l'information. Son site Youtube est bloqué depuis début 2009 au prétexte de la lutte contre la pornographie. Mais les attaques de décembre qui visaient les militants des droits civiques l'ont poussée à réagir : elle risquait sinon de perdre sa réputation et peut-être ses clients ; elle s'est donc placée sur le plan des principes, et a mis en jeu ses gains commerciaux immédiats. La Chine a réaffirmé sa volonté de censure et son droit de qualifier la revendication démocratique de « tentative de subversion du pouvoir d'État ».

Le conflit peut s'étendre de Google vers Yahoo, qui avait accepté de dénoncer le militant Shi Tao, emprisonné pour dix ans. En s'enfermant sur soi, la Chine risque de se couper du reste du monde. La population chinoise devrait alors se contenter d'un réseau internet « à caractéristiques chinoises », comme elle doit déjà accepter une démocratie et des droits de l'homme « à caractéristiques chinoises ».

Autre raison de tension entre États-Unis et Chine : le renforcement du potentiel militaire aérien et maritime face à Taiwan, parallèlement au développement des échanges commerciaux, aériens et touristiques. Les États-Unis vendent des fusées de défense aérienne Patriot à Taiwan cependant que Beijing réaffirme son opposition à toute livraison d'armes au régime insulaire par « quelque pays que ce soit ». Les essais réussis d'interception antimissile du 11 janvier, qui devraient précéder d'autres tests, sont ouvertement présentés comme une réponse au commerce militaire américain. Bref, il y a partout des tensions.

Ce bulletin ne doit pas être reproduit à l'extérieur de la Ligue des Droits de l'Homme.

Contrôles et attaques des sites de l'internet.

29 janv

Des internautes mécontents des refus ou retards d'enregistrement de leur site ont attaqué le site d'un censeur internet de la province du Hunan. Les formalités d'enregistrement sont de plus en plus nombreuses et compliquées, officiellement par nécessité de lutter contre les messages pornographiques. Mais nombre d'internautes y voient la volonté du pouvoir de restreindre la liberté de communiquer. (*South China Morning Post*, 30 janvier).

28 janv

Le PDG de Twitter déclare au forum économique mondial de Davos que son entreprise étudie les moyens de contourner la censure sans ouvrir de discussions avec les autorités chinoises. La nature de Twitter et la multiplicité des canaux de diffusion lui donnent à cet égard des avantages sur les sites internet. Le 24 janvier, une manifestation contre la censure sur ce réseau de microblogging avait placé le mot-clé GFW (Great Firewall pour « Muraille de Chine électronique ») en tête des sujets traités. Twitter est de plus en plus souvent utilisé pour la transmission de messages d'opposition politique. (*Aujourd'hui la Chine*, 29 janvier ; Rue 89)

23-24
janv

Attaque des sites internet de China Human Rights Defenders (C.H.R.D.), du Pen Club chinois indépendant (I.C.P.C.), de New Century News, de Canyu et de Civil Rights and Livelihood Watch (C.R.L.W.). Les attaques ont épuisé les capacités du site C.H.R.D. et rendu impossible son ouverture par les usagers. L'intensité extrême des actions suppose une longue préparation et la disposition d'un grand nombre d'ordinateurs, ce qui semble exclure une initiative privée. (*C.H.R.D.*, 25 janvier)

25 janv

Le ministère de l'éducation a ordonné l'installation de filtres sur les ordinateurs scolaires dans le dessein d'écartier les sites pornographiques et les informations qui dénigreraient le pouvoir. La décision fait suite à l'échec des autorités dans leur plan d'installer un filtre sur tous les ordinateurs vendus dans le pays. Le corps enseignant n'a pas eu son mot à dire. (*South China Morning Post*, 26 janvier).

20 janv

Le moteur de recherche Baidu attaque en justice son fournisseur d'accès Register.com, suite à une attaque dont il aurait été l'objet le 12 janvier et qui l'aurait paralysé pendant plusieurs heures. Baidu détient 70% du marché chinois des moteurs de recherche. (*Xinhua*, 20 janvier).

18 janv

Le Club des Journalistes étrangers de Beijing alerte ses membres sur les attaques dont ont été victimes au moins deux médias installés en Chine. Les hackers ont bricolé les sites afin probablement d'obtenir – notamment par transfert d'e-mail vers d'autres adresses - des informations sur les militants des droits de l'homme qui étaient en contact avec des journalistes. L'artiste Ai Weiwei et l'avocat Teng Biao ont subi les mêmes violations de la vie privée. (*Reporters sans frontières*, 18 janvier).

17 janv

Des dissidents qui voulaient se rendre devant la résidence de l'ancien secrétaire général du P.C.C. Zhao Ziyang pour le cinquième anniversaire de sa mort se sont heurtés à un barrage de police. Le chef de file des « Mères de Tiananmen », Ding Zilin, dénonce la surveillance dont elle et son époux font depuis le 16 janvier, ainsi que plusieurs personnalités. La police a annoncé à plusieurs dissidents l'interdiction de telles commémorations cette année. (*South China Morning Post*, 18 janvier).

13 janv

De nombreux internautes de la capitale ont déposé des fleurs devant les bureaux de Google, comme pour en célébrer par anticipation le deuil, dans l'hypothèse d'un départ de la société américaine. Les universités auraient reçu instructions de restreindre la sortie des étudiants hors du campus. (*C.R.D.*, 16 janvier).

12 janv

Google décide de ne plus censurer la version chinoise de son moteur de recherche google.cn, au risque de devoir quitter le marché chinois. Cette décision découlerait des attaques lancées depuis la Chine contre les comptes gmail de plusieurs dizaines de militants des droits de l'homme. Les attaques auraient visé, outre les médias (dont Reporters sans frontières), une vingtaine d'entreprises des secteurs technologique, financier et chimique. (*Reporters sans frontières*, 14 janvier).

... suite en page 3

12 janv

Les autorités ont fermé plus de quinze mille sites « pornographiques » en 2009 ; elles ont retiré d'internet plus d'un million et demi d'articles « lascifs ». 65,96 millions de publications ont été confisquées. (*Xinhua, 12 janvier*)

2 janv

Selon un rapport présenté par IDG News Service qui publie de nombreuses revues d'informatique, Apple aurait cédé aux pressions chinoises et empêché les utilisateurs d'iPhone d'accéder aux sites concernant le dalai lama et Rebiya Khadeer, la présidente du Congrès ouïghour mondial. Le rapport se fonde sur des tests effectués sur des iPhones achetés au bureau Apple de Beijing et qui restent muets si l'on tape « dalai ». Le débat reste ouvert quant à l'identité du censeur : Apple ou les autorités chinoises. (*South China Morning Post, 2 janvier*).

Démocratie. Liberté religieuse.

11 janv

Arrestation à Shenzhen du secrétaire-général du Pen Club indépendant de Chine, Zhao Dagong, un des premiers signataires de la Charte 08. (*C.R.D., 13 janvier*)

8 janv

L'épouse de Liu Xiaobo, condamné le jour de Noël à onze ans de prison, a écrit à l'ancien président tchèque Vaclav Havel pour le remercier de sa demande de remise en liberté exprimée dans une lettre ouverte au chef d'État Hu Jintao. Plus de cinquante signataires de la Charte 77 qui avait inspiré Liu Xiaobo ont exprimé leur soutien à l'écrivain emprisonné. (*Mingpao, 8 janvier ; CTK, 2 janvier*)

8 janv

La police des aéroports interdit au militant des droits civiques Gu Chuan de quitter le territoire pour se rendre en Thaïlande. Un second essai le 10 janvier aboutit au même refus. Aucun motif de la décision n'est donné.

De même l'universitaire et militante des droits civiques Ai Xiaoming, signataire de la Charte 08, n'a pu se rendre en France le 11 janvier pour y recevoir le prix Simone de Beauvoir en compagnie de l'avocate Guo Jianmei. Les autorités ont refusé de renouveler son passeport, venu à expiration. (*C.H.R.D., 11 janvier ; LdH*)

6 janv

Quelque quatre mille catholiques se sont rendus à Xiwanzi (Hebei) aux funérailles de l'évêque Leo Yao Liang. Cette autorité de l'église non reconnue avait passé trente ans en prison pour avoir refusé de se rallier à l'église officielle. (*Asia News, 7 janvier*).

Les avocats. L'appareil judiciaire.

22 janv

Depuis son arrestation en février 2009, on ne sait rien de l'avocat Gao Zhisheng.

En septembre, la police a dit à son frère qu'il était « disparu », les autorités se refusant à fournir plus de précisions. Une source émanant de la Sécurité chinoise aurait assuré à un journaliste australien qu'il était vivant. Gao a perdu sa licence professionnelle en 2005. Il avait défendu des églises non officielles et des paysans expropriés, ainsi que des membres de la secte Falungong.

Son épouse Geng He et ses deux enfants avaient fui la Chine en Janvier 2009 et obtenu l'asile politique aux États-Unis. Selon l'avocat Teng Biao, ce terme de « disparu » laisse craindre le pire car il n'y a guère de chance que Gao Zhisheng ait pu s'évader de prison. Gao avait été torturé au cours de précédentes détentions. (*La Grande Époque, 22 janvier ; Laogai Foundation, 15 janvier*)

14 janv

Lancement d'une action judiciaire contre Huang Songyou, ancien vice-président de la Cour suprême, pour pots-de-vin et corruption dans les provinces du Hebei et du Guangdong. (*Xinhua, 14 janvier*)

8 janv

Condamnation de l'avocat Li Zhuang à deux ans et six mois de prison pour « fabrication de fausses preuves » (article 306 du Code pénal). Selon son client (un chef de gang), Li Zhuang l'aurait incité à dénoncer la police pour torture lors de l'interrogatoire et il aurait approché un policier pour qu'il corrobore les faits. Les pièces à l'origine de l'accusation n'ont pas été produites ; les témoins appelés par Li Zhuang ont été récusés par le tribunal. Li Zhuang devrait faire appel de la décision. (*Xinhua, 8 janvier*).

17 déc

Suspension pour un an de la licence professionnelle de l'avocat de Fuzhou Li Hongnan. Il avait défendu la militante Wu Huaying lors de son procès pour « accusations mensongères » à propos de la mort d'une jeune femme que des fonctionnaires locaux auraient malmenée. Li Hongnan se voit reproché d'avoir transmis des « secrets d'État » et d'avoir divulgué des informations sur des sites internet étrangers. (C.H.R.D., 26 décembre)

Conflits du travail. Condition ouvrière.

15 janv

Plus de deux mille employés d'une entreprise de Suzhou (Jiangsu) ont détruit des véhicules, endommagé les bâtiments et jeté des pierres sur les policiers à l'annonce de la suppression des primes de fin d'année. Dix mille ouvriers se sont mis en grève. Les affrontements avec la police ont fait une centaine de blessés.

Les salariés dénoncent aussi l'emploi de produits toxiques, lesquels auraient empoisonné deux cents ouvriers du processus de fabrication par attaque du système nerveux central sans qu'aucune protection ne leur ait été fournie. (Xinhua, 15 janvier ; Centre d'information pour les Droits de l'homme et la démocratie).

8 janv

Un incendie survenu dans la mine Miaoshang du district de Yushui, près de la ville de Xinyu (Jiangxi) a fait douze morts. Les patrons de la mine se sont enfuis. (Xinhua, 9 janvier).

5 janv

Un incendie a fait vingt-cinq morts dans la mine Lisheng, près de Tanjashan situé dans le district de Xiangtan (Hunan). Cinq fonctionnaires ont été démis pour défaut de prévention. (Xinhua, 7 janvier)

4 janv

Un accident dans l'usine sidérurgique de Puyang, agglomération de Yangyi, près de Wu'An (Hebei) a fait vingt et un morts par empoisonnement. Les dirigeants de l'entreprise avaient caché le décès de quatorze de leurs ouvriers. La catastrophe est due à la négligence. La société figure parmi les cinq cents plus grandes entreprises du pays. (Xinhua, 9 janvier).

28 déc

Une explosion a fait onze morts dans la mine Malishu du district de Shuangbai, dans la préfecture autonome Yi de Chuxiong (Yunnan). (Xinhua, 5 janvier)

Mouvements de masse. Conflits fonciers.

19-20
janv

Un millier de personnes ont protesté contre un incinérateur de déchets installé à Likeng (Guangdong) ; l'usine augmenterait la fréquence des cancers dans le voisinage ainsi que les cas de saturnisme. (Minsheng Guanqia, 20 janvier).

19 janv

Une centaine d'agents de la force publique ont affronté plusieurs centaines de résidents du village de Tongru, district Yanshan de la municipalité de Qingyuan (Guangdong), utilisant des gaz lacrymogènes contre leurs adversaires armés de cocktails Molotov. Les paysans déclarent que la police était venue pour détruire leurs habitations ; la police assure qu'elle était seulement en recherche d'armes illégales. (Nanfang Dushi bao, 20 janvier)

14 janv

Selon le chercheur de l'Académie des Sciences Sociales Yu Jianrong, le nombre des incidents de masse au niveau local s'accroît de 9 à 10% par an. En 1993, on en comptait officiellement 8.709 ; en 2005, 87.000. Le nombre des personnes impliquées est passé, pour ces deux dates, de 730.000 à 3,07 millions de personnes. Aucun chiffre n'est disponible pour les années suivantes. (China Daily, 14 janvier)

13 janv

Bagarre entre trois cents policiers et les villageois de Miaobei (district de Yongjia) près de Wenzhou (Zhejiang). Un projet de construction menaçait les cultures paysannes. Les policiers ont utilisé des gaz lacrymogènes et des bâtons électriques. (Minsheng Guanqia, 13 janvier)

12 janv

La police du district de Lipu (Guangxi) a ouvert le feu, faisant un mort, sur des paysans qui manifestaient au sujet d'une dispute foncière. Les policiers étaient venus arrêter douze individus du village de Longyatun, qui avaient « entravé l'action officielle par la violence

... suite en page 5

» mais ils furent pris à partie par les villageois qui en blessèrent plusieurs et mirent le feu à un véhicule. Pour se défendre, les policiers firent usage de leurs armes. Douze villageois reçurent des coups de bâton ; trente-quatre furent emmenés par la police. (*Nanfang Dushi bao*, 19 janvier)

9 janv

Une association charitable du nom de Yangguang gongyi organise sur l'internet le soutien aux pétitionnaires de Beijing. Le groupement compterait trois cents volontaires et 1.600 donateurs. Il aurait trouvé mille volontaires parmi les pétitionnaires pour participer à la distribution des vivres et autres aides. Un pétitionnaire venu du Shandong est mort de froid le 7 janvier dans la capitale ; un autre est décédé près de la gare du sud, la veille de Noël. (*Canyu*, 9 janvier ; *Boxun*)

7 janv

Cinq cents villageois de Wanshi, municipalité de Nanhai (Guangdong) ont affronté pendant trois heures quelque mille policiers en raison d'un différend foncier. Les agents publics voulaient chasser les villageois qui bloquaient un chantier de construction mais ils furent accueillis avec des couteaux et des cocktails Molotov. Dix villageois durent être hospitalisés. On compte quarante arrestations. (*Nanfang Dushi bao*, 8 janvier ; *Ming Pao*).

7 janv

Deux cents voyous recrutés par une société pétrochimique désireuse d'acquérir des terrains en accord avec le comité du parti local ont affronté les villageois de Hewan, près de Pizhou (Jiangsu). L'un de ces derniers est mort. Le lendemain matin, les autorités ont fait enlever le cadavre de l'hôpital. Les paysans se sont rassemblés devant la municipalité pour réclamer le corps. Le jour suivant, ils ont manifesté près du poste de péage où le meurtre avait eu lieu. L'affrontement avec la police a fait cinquante blessés. (*Centre d'information pour la démocratie et les droits de l'homme*, 12 janvier ; *Xijing bao*).

31 déc

Des centaines de paysans ont affronté la police à Zhentou (Hunan) dans le dessein de prévenir l'épandage d'oxyde de calcium sur leur champs. Ils avaient déjà manifesté à cinq reprises dans les cinq derniers mois contre des empoisonnements aux cadmium et indium qui auraient provoqué sept morts et atteint des centaines de personnes. Selon les villageois, l'épandage a pour seul objet de détruire les preuves de la pollution et de leur retirer le droit à indemnisation. Selon les experts, la pollution des sols est telle qu'on n'y pourra rien récolter dans les soixante ans à venir. (*South China Morning Post*, 5 janvier).

Minorités ethniques.

XINJIANG

29 janv

Sept mois après les émeutes anti-han de juillet 2009, le réseau internet est toujours coupé pour l'essentiel. Le 28 décembre, les résidents ont retrouvé l'accès à deux sites internet officiel. Le 10 janvier, ils ont pu opérer sur sina.com et sur sohu.com. Sont accessibles aussi la banque en ligne, la bourse en ligne et les sites d'embauche des étudiants ainsi que les informations météorologiques. Plusieurs arrestations sont survenues après envoi de message SMS. Sont toujours emprisonnés les cyberdissidents Dilshat Parhat, Nureli et Muhemmet. (*Reporters sans frontières*, 29 janvier ; *Xinhua*, 17 janvier).

13 janv

Augmentation de 87,9% des dépenses de sécurité publique pour 2010. Le président de la région autonome veut accroître la capacité de réponse aux situations d'urgence et empêcher que les téléphones mobiles et Internet soient utilisés pour « inciter à la violence ». (*Xinhua*, 17 janvier).

12 janv

La Chine s'oppose à ce que les Ouighours de Guantanamo soient admis ailleurs que sur son territoire et notamment pas en Suisse qui envisageait de les accueillir. Il s'agit pour elle de terroristes qui ne doivent pouvoir se réfugier dans un pays tiers. (*Xinhua*, 12 janvier).

6 janv

Meurtre d'un Ouighour dans un restaurant de Shenzhen (Guangdong). La tension interethnique s'accroît. Le 25 décembre à Taiyuan (Shanxi), trois Ouighours auraient frappé à mort une femme ainsi qu'un homme qui aurait tenté de lui porter secours. Les Han de Taiyuan accusent les Ouighours de nombreux actes de délinquance. (*Centre d'information pour les Droits de l'homme et la démocratie*, 28 décembre).

QUESTION TIBETAINE

25 janv

Des représentants du dalai lama sont arrivés en Chine le 26 janvier pour reprendre avec les autorités les discussions interrompues depuis quinze mois. Les entretiens doivent durer une semaine environ. (*Kyodo, 25 janvier*).

28 déc

Condamnation à six ans de prison du réalisateur de documentaires Dhondup Wanchen. Le cinéaste était détenu depuis mars 2008. Son avocat n'a pu assister au procès. Les motifs de condamnation, le lieu de détention et l'état de santé de Dhondup Wanchen sont inconnus. (*Reporters sans frontières, 6 janvier*)

27 déc

Un article de Xinhua dénonce « l'association d'amitié des Chinois Han et des Tibétains » comme visant à saper l'unité ethnique de la Chine et à renverser le parti communiste et le gouvernement. Le dalai lama avait suggéré en août 2009 que de tels groupements se forment partout où se trouvent des Chinois et des Tibétains. Selon l'agence, l'association n'est qu'un outil au service des intentions séparatistes du dalai lama. (*Xinhua, 27 décembre*).

Hongkong - Macao

26 janv

Cinq législateurs, dans chacune des cinq circonscriptions électorales, ont démissionné pour provoquer de nouvelles élections auxquelles ils veulent donner la valeur d'une sorte de référendum pour le suffrage universel à Hongkong. Cette initiative de la Ligue sociale démocrate et du Parti civique irrite fortement les autorités de Beijing. Celles-ci demandent aux organisations qui leur sont favorables de ne pas participer à la consultation. Celle-ci devrait se dérouler en février. (*R.T.H.K., 26 janvier ; Mingpao*).

23 janv

Les autorités chinoises ont refusé un visa d'entrée à six artistes et techniciens de passeport américain, canadien et australien, invités par le groupe Falungong de Hongkong. Le spectacle projeté concernait en partie les mauvais traitements infligés aux membres de la secte par l'administration de la R.P.C.. (*South China Morning Post, 23 janvier*).

22 janv

La police du territoire menace de placer en détention les manifestants hostiles à la construction de la voie ferrée rapide Hongkong-Guangzhou. Une partie d'entre eux sont des étudiants qui demandent le réexamen du tracé. (*Apple Daily, 22 janvier*).

13 janv

Le conseil législatif a rejeté une motion demandant la mise en liberté de l'initiateur de la Charte 08 Liu Xiaobo. La majorité pro-gouvernementale a expliqué qu'il ne fallait pas interférer dans les affaires intérieures de la R.P.C. et même que ce serait tyrannique de le vouloir. Rappelons qu'après les élections de 2008, les élus favorables à Beijing ont obtenu 39,9% des voix et 34 sièges tandis que les pan démocrates, avec 57,37% des voix, n'ont que 23 sièges. Le total des sièges, y compris trois élus indépendants, est de soixante. L'initiateur de la motion proposait aussi de reconnaître que la Charte 08 exprimait des valeurs acceptées par toutes les sociétés civilisées.

10 janv

Selon Emily Lau, membre du Conseil législatif et l'un des dirigeants du Parti démocrate, l'inquiétude gagne la population du territoire au regard des récentes décisions et évolution du régime chinois : le choix de Noël pour étouffer les réactions lors de la condamnation de Liu Xiaobo, le refus opposé aux diplomates étrangers désireux d'assister au procès, la multiplication des conflits de masse (ils seraient passés de 87.000 en 2005 à quelque cent mille en 2007) alors que le pouvoir assure qu'il construit une « société d'harmonie ». (*RTHK, 10 janvier*).

1 janv

Défilé de trente mille personnes (selon les organisateurs ; 9.000 selon la police) pour demander l'instauration du suffrage universel dès 2012. Ils ont aussi fait part de leur émotion après la condamnation de Liu Xiaobo à onze ans de prison. L'opinion craint qu'à terme les violations des droits de l'homme ne s'étendent au territoire. (*South China Morning Post, 2 janvier*).

Informations diverses

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

- 21 janv** Selon les chiffres du Bureau National des Statistiques, le produit intérieur brut chinois aurait atteint 4.910 milliards de dollars en 2009, en croissance de 8,7%. Ce chiffre est à un milliard près celui du Japon en 2008 ; il est supérieur de 72 % à celui de la France en 2008 (pour une population 21 fois plus grande) et de 34 % à celui de l'Allemagne (pour une population seize fois plus grande).
- 19 janv** Selon l'administration en charge de la sécurité dans les mines, les accidents seraient en 2009 au nombre de 1.616 ; ils auraient fait 2.631 morts. Les chiffres sont moindres que ceux de 2008 , - respectivement de 338 accidents et 584 décès. 70% des accidents surviennent dans les petites exploitations. 1.088 d'entre elles ont arrêté leur production en 2009.
Toutefois nombre d'accidents ne sont pas signalés aux autorités ; il est en effet plus avantageux pour les directions d'exploitation de s'entendre directement avec les familles pour l'indemnisation des décès que de risquer la fermeture de la mine en relatant l'accident. (*Xinhua, 20 janvier ; China Labour Bulletin*).
- 14 janv** Selon le ministère de la Sécurité publique, on compte 82.000 arrestations pour des affaires de drogues dans les onze premiers mois de 2009. La province du Yunnan, située près du Triangle d'or, est la principale zone d'importation. (*Xinhua, 14 janvier*).
- 13 janv** La Chine et Taiwan échangeront des offices de tourisme le 10 février, à l'occasion du Nouvel an. En 2009, 23.289 groupes ont emmené 606.200 citoyens de R.P.C. dans l'île. (*Xinhua, 13 janvier*).
- 12 janv** Les catastrophes naturelles ont 1.528 morts en 2009, dont une majorité par suite d'inondations. Elles ont affecté 480 millions de personnes et forcé le déplacement de 7,1 millions d'entre elles. Cinq million d'hectares n'ont pu obtenir de récolte. Le pays a été touché par neuf typhon et tempêtes tropicales. (*Xinhua, 12 janvier*).
- 11 janv** La Chine est devenue en 2009 le premier constructeur automobile mondial et le premier marché. Sa production atteint 13,64 millions d'unités dont 10,38 pour les véhicules individuels. Les marques les plus vendues provenaient d'entreprises mixtes, à savoir Shanghai Volkswagen, FAW Volkswagen et Shanghai General Motors. (*Xinhua, 11 janvier*).
- 10 janv** Selon les douanes chinoises, le commerce extérieur du pays a diminué de 13,9% en 2009 pour atteindre 2,210 milliards de dollars ; l'excédent commercial s'est abaissé de 34,2% à 196,1 milliards de dollars. Les exportations ont diminué de 16% à 1.200 milliards et les importations, de 11,2% à 1.010 milliards. (*Xinhua, 10 janvier*).
- 8 janv** Les principaux facteurs menaçant la stabilité sociales se trouvent dans l'écart grandissant entre riches et pauvres, selon une publication de l'Académie des Sciences sociales. (*China Daily, 9 janvier*).
- 8 janv** En neuf mois, la police a remis en liberté 3.455 enfants et 7.365 femmes dans le cours d'une campagne contre le trafic humain. (*Xinhua, 8 janvier*).

ERRATA

Le bulletin de décembre contient deux erreurs :

- La première dans l'éditorial sur la condamnation de Liu Xiaobo concerne sa condamnation du monopartisme et non – bien sûr – du pluripartisme.
- La seconde concerne en page 2 l'information datée du 27 novembre. Le texte doit se lire ainsi 27 novembre. La police de Guangzhou arrête l'avocat militant des droits civiques Tang Jingling et son ami Ji Yuan alors que ce dernier donnait un cours à l'Université des nationalités de Guangzhou sur l'usage de twitter. Elle a interrogé les deux hommes pendant douze heures. Selon les proches, ce serait le président de l'Université qui aurait appelé la police après avoir appris le sujet du cours. (C.H.R.D., 28 novembre).

Appel pour décision de non-lieu en second jugement en faveur de l'écrivain LIU XIAOBO (20 JANVIER 2010)

Le 25 décembre 2009, le tribunal populaire de seconde instance numéro 1 de Beijing a condamné l'écrivain Liu Xiaobo à onze ans d'emprisonnement et deux ans de privation des droits politiques pour « incitation à la subversion du pouvoir d'État ». Au cours de ce procès rapide, les avocats du prévenu ont plaidé non coupable, affirmant que Liu Xiaobo n'avait fait qu'exercer son droit à la liberté d'expression. Ils ont décidé de faire appel de la décision.

Les organisations soussignées, qui ont manifesté leur vive réprobation lors de l'ouverture du procès, s'indignent de cette condamnation dont elles ne perçoivent aucun fondement juridique. La « subversion du pouvoir d'État » ne peut s'entendre que comme la confiscation du pouvoir du plus grand nombre au bénéfice d'une faction. Or tous les écrits de Liu Xiaobo défendent les principes de la démocratie et la pluralité d'opinion et d'organisation. Cette condamnation signifie en pratique que l'appareil d'État raye de sa Constitution les droits d'expression, de publication, d'association, de protestation et de manifestation qui y sont inscrits.

Cette condamnation viole la Constitution chinoise, la Déclaration universelle des droits de l'Homme et le Pacte international sur les droits civils et politiques. Par la position même qu'occupe la Chine sur le plan économique international et par celle qu'elle a au sein de l'Organisation des Nations unies et de son Conseil des droits de l'Homme, elle se doit de respecter les devoirs d'une grande puissance, de ne pas faire peser de menaces sur les démocraties et d'observer les principes fondamentaux que sont la pluralité d'opinion, la liberté d'expression et les droits de l'Homme.

Nous demandons la remise en liberté immédiate et inconditionnelle de Liu Xiaobo et la prononciation d'un non-lieu sans délai lors du procès d'appel.

SIGNATURES

Acat-France
Agir pour les droits de l'Homme (ADH)
Comité de soutien au peuple tibétain
FIDH-OMCT
Ligue des droits de l'Homme (LDH)
Reporters sans frontières (RSF)

BIBLIOGRAPHIE.

Rappel : l'actualité chinoise concernant le contrôle de l'internet nous incite à rappeler l'excellente brochure de R.S.F. accessible sur le site :

http://www.rsf.org/spip.php?page=article&id_article=14997

- **Guide pratique du blogger et du cyberdissident.** REPORTERS SANS FRONTIERES. 46 pp. Septembre 2005.

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-Presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., China Information Center, Boxun, China Labour Bulletin, Chine-Information, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Confédération internationale des syndicats libres, Dajiyuan (La Grande Époque), Fondation Duihua, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, I.F.E.X. (Échange international de la liberté d'expression), Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng Guancha, Ming Pao, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, South China Morning Post, The Standard, Wen Wei Po.

POUR NOUS CONTACTER, écrire à :

communication@ldh-france.org en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».